

Frontaliers contre les tests Covid : la mobilisation faiblit

Seule une centaine de personnes ont manifesté ce samedi à Sarreguemines, à l'appel du Comité de défense des travailleurs frontaliers. Le refus des tests Covid pour passer la frontière et l'abolition de la double imposition du chômage partiel restent au cœur des revendications.

« **Q**ue Madame Merkel se mette à la place des frontaliers qui vont au travail à 5 h du matin, qui sont partis de chez eux durant 10 voire 13 heures et qui courent le soir à la recherche d'un centre de dépistage, d'une pharmacie, d'un laboratoire pour se faire tester. C'est invivable ! » Les frontaliers ont exprimé une fois encore leur ras-le-bol ce samedi place Schuman à Sarreguemines, à deux pas de la frontière avec Hanweiler (Sarre).

« Discrimination » et « entrave »

Voilà presque un mois qu'ils doivent être en mesure de présenter un test Covid négatif de moins de 48 heures lorsqu'ils veulent se rendre en Allemagne pour leur travail. Une situation vécue à la fois comme une « discrimination » et une « entrave à la libre circulation des travailleurs tant prônée par l'Union Européenne ». À cela s'ajoute aussi le problème du chômage partiel en raison de la crise sanitaire et la double imposition sur les indemnités de chômage. « L'Allemagne retient un impôt à la source pour le calcul de ces indemnités qui sont de nouveau à déclarer en France », rappelle le président du Comité de défense des travailleurs frontaliers, Arsène Schmitt.

Baisse de régime

Si la cause des frontaliers est



Une centaine de manifestants ont continué à manifester ce samedi, à deux pas de la frontière avec l'Allemagne. Photo RL/Nicolas THIERCY

largement soutenue par la population, force est de constater que sur le terrain, le mouvement a faibli. Alors qu'ils étaient plus de 600 la semaine dernière à s'être mobilisés à l'appel du Comité des frontaliers, ils n'étaient qu'une centaine ce samedi matin. « C'est dommage », regrette Arsène

Schmitt, qui s'interroge sur la suite à donner au mouvement. « La question d'un nouveau rassemblement samedi prochain n'a pas été tranchée. Nos revendications, elles, continueront à être défendues ». Quoi qu'il en coûte...

Nicolas THIERCY